Un revenu inconditionnel pour une vie digne

Partage international n° 335 – Juillet 2016

Interview de Dr Guy Standing

par Leslee Goodman

Le revenu de base inconditionnel, un choix politique a priori extrême selon les normes américaines, gagne de nouveaux soutiens en Europe, au Canada, et même en divers endroits aux Etats-Unis. Aussi appelée « revenu de base universel », cette allocation serait garantie à tous les habitants d'une communauté, sans aucune condition. Elle est préconisée comme réponse à l'accroissement des inégalités, pour protéger des incertitudes économiques, et remplacer les allocations soumises à condition de ressources, de plus en plus réduites et inadéquates.

La Suisse, premier pays à soumettre au vote le revenu de base inconditionnel, a proposé un amendement à sa constitution qui donnerait à tous les membres de la population une existence plus digne et la possibilité de participer à la vie publique grâce à un revenu mensuel de base garanti[1]. Bien que le montant de ce revenu n'ait pas été spécifié dans l'initiative, la somme le plus couramment avancée était 2 500 francs suisses (2 300 euros) pour les adultes et 625 (575 euros) pour les enfants de moins de 18 ans.

Je me suis entretenu avec le Dr Guy Standing, économiste du développement, co-fondateur du Réseau mondial pour le revenu de base (BIEN). G. Standing a travaillé de 1975 à 2006à l'Organisation internationale du travail (OIT), où il a participé à la rédaction du rapport international intitulé *La sécurité socio-économique pour un monde meilleur*, publié en 2004. Il a également exercé la fonction de directeur du Programme de la sécurité socio-économique à l'OIT, un poste duquel il a été témoin des effets dévastateurs de la mondialisation sur les pauvres et des perspectives de régression pour la classe moyenne dans le monde.

Le « précariat »

Le travail de G. Standing l'a conduit à décrire une nouvelle structure de classe qui transcende les frontières nationales. Il appelle ce groupe élargi le « précariat » car l'incertitude est sa caractéristique. Ses membres comprennent les jeunes, aux prises avec des dettes et une réduction des opportunités ; les vieux dont les pensions ne suivent pas l'évolution du coût de la vie ; les migrants qui se déplacent à la recherche d'emplois de subsistance ; les pauvres qui luttent pour survivre avec des revenus insuffisants ; ceux pénalisés pour postuler à des emplois même dévalués, tels que les anciens détenus et les personnes handicapées ; et beaucoup d'entre nous – parce que dans l'économie des petits boulots (l'économie à la demande), de moins en moins d'employeurs offrent des emplois à temps plein avec des salaires et des avantages. G. Standing appelle le précariat *« la nouvelle classe dangereuse »* car la société civile ne peut pas survivre quand la plupart de ses membres sont cantonnés à une situation économique précaire.

Dans son livre, *The Precariat Charter : From Denizens to Citizens (La Charte du précariat : du statut de résident à celui de citoyen),* G. Standing propose des réformes radicales, organisées en 29 articles, comme une Magna Carta mise à jour. Un des plus importants est le revenu de base inconditionnel. G. Standing plaide pour l'effet stimulant que cette politique pourrait avoir – non pas seulement sur la survie économique, mais sur l'activité entrepreneuriale, le bénévolat, l'accession à la propriété, et la participation à la vie de la communauté.

Ci-dessous, une version condensée de l'interview du Dr Guy Standing par Leslee Goodman.

Leslee Goodman : *Pourquoi pensez-vous que la Suisse, pays riche et conservateur, soit le premier à avoir organisé un référendum national sur le revenu de base inconditionnel ?*
Guy Standing : Les Suisses ont un gouvernement de démocratie directe. Si quelqu'un recueille 100 000 signatures validées en faveur d'une initiative dans l'année civile, il doit y avoir un référendum national dans lequel l'ensemble de l'électorat peut voter. L'initiative populaire pour un revenu de base inconditionnel et *BIEN-SUISSE,* une organisation dont j'ai contribué à la fondation en 2002, a recueilli 125 000 signatures validées, de sorte que le référendum a été organisé.
Personne – pas même les organisateurs – ne s'attend à ce que le référendum passe. C'est très rarement le cas la première fois. L'initiative est toutefois un

succès car elle a suscité un débat national sur le revenu de base inconditionnel. Tout le monde sait maintenant ce dont il s'agit. Les organisateurs pensent qu'il serait formidable d'obtenir 25 % d'opinions favorables. Mais un sondage en ligne en septembre dernier a montré que 49 % des Suisses envisageaient de voter favorablement, tandis que 43 % étaient contre, et 8 % se détermineraient selon le montant. Un autre sondage a demandé aux Suisses s'ils pensaient qu'il y aurait un revenu de base en Suisse à l'avenir, et une large majorité le pensait, et ceci dans les cinq ans.

Les banques, le gouvernement et les universitaires y étaient tous évidemment fortement opposés – voire consternés – la qualifiant d' « *initiative la plus dommageable jamais proposée* » et autres balivernes. Le texte de l'amendement constitutionnel ne dit rien sur le niveau du revenu de base, et je crois que ce serait une erreur pour certains de ses partisans d'en proposer un. Le montant en cours de discussion – 2 500 francs par mois – est assez élevé, et il est utile d'avoir un référendum pour savoir si les Suisses en approuvent le principe. Laissons les détails se décider plus tard, et permettons une mise en œuvre progressive du revenu de base inconditionnel, afin que les gens puissent voir que la société ne s'effondre pas comme le soutiennent les plus féroces détracteurs.

LG. *Pourquoi pensez-vous que le revenu de base inconditionnel est une option politique qui attire enfin l'attention ?*

GS. Nous observons incontestablement un énorme regain d'intérêt du public. Des économistes se déclarent favorables, des programmes pilotes sont mis en place, et des villes et des villages le mettent en œuvre. Je pense que les raisons sont : un, que nous avons réussi à expliquer ce dont il s'agit et que les gens ont compris ; deux, l'augmentation des inégalités qui préoccupe la plupart des gouvernants ; trois, nous voyons la montée de populistes d'extrême-droite comme Donald Trump et des fascistes ou néofascistes en Europe et ailleurs, ce qui accroît l'urgence d'agir pour remédier aux inégalités ; et quatre, les dispositifs de prestations sociales sous condition de ressources ne sont pas appropriées pour faire face à un précariat croissant.

En avril dernier, une enquête menée par Dalia Research, de Berlin, a interrogé 10 000 personnes dans 28 pays et 21 langues et a constaté que 64 % des Européens seraient prêts à voter en faveur d'un revenu de base inconditionnel. Seulement 24 % voteraient contre, et 12 % s'abstiendraient. Comme je l'ai dit, les résultats montrent que plus le public est informé sur le sujet, plus il accorde son soutien au revenu de base.

LG. *Aux Etats-Unis, nous avons tendance à considérer le revenu de base inconditionnel comme une notion socialiste extrême, mais il a depuis longtemps des partisans tels que Thomas More au XVI^{e} siècle et aussi des conservateurs comme Barry Goldwater, Milton Friedman et Richard Nixon. Quelles sont selon vous les raisons les plus convaincantes pour adopter le revenu de base ?*

GS. Il y a deux façons d'aborder le revenu de base. Du point de vue conservateur, ou libertarien, des économistes comme Milton Friedman (qui a recommandé un impôt sur le revenu négatif, ce qui n'est pas tout à fait la même chose), ont reconnu que pour que le capitalisme fonctionne les gens ont besoin d'une sécurité suffisante pour agir rationnellement. Les gens ne peuvent être rationnels s'ils craignent pour leur survie. D'un point de vue plus progressiste, qui est mon approche, le revenu de base est un des éléments d'une société juste. Si vous acceptez que les gens ont un droit à l'héritage, la cohérence exige que vous reconnaissiez que tous les membres d'une société ont le droit d'hériter de notre richesse collective. C'est une question de justice distributive.

Mais il y a maintenant d'autres raisons pragmatiques pour soutenir le revenu de base. Beaucoup de personnes riches de la Silicon Valley le soutiennent parce qu'elles voient que la révolution technologique crée de moins en moins d'emplois et, en même temps, de plus en plus de richesse pour la ploutocratie. Elles voient le revenu de base comme l'antidote à cela. Je doute que nous puissions être tous remplacés par des robots, mais je crois fermement que la révolution de la Silicon Valley génère plus d'inégalités. Nous avons besoin d'un nouveau système de répartition des revenus digne du 21^{e} siècle.

LG. *L'économiste grec Yanis Varoufakis, qui était ministre des Finances dans le premier gouvernement Syriza, fait valoir que le revenu de base inconditionnel n'est pas une forme de sécurité sociale, mais une façon de permettre que le travail créatif remplace les tâches routinières, qui sont remplacées de toute façon. Qu'en dites-vous ?*

GS. Je plaide depuis des décennies pour que nous repensions ce que nous appelons le « travail », qui est venu à signifier l'activité pour laquelle nous sommes payés. Mais une grande partie du travail le plus important effectué dans la société – en particulier par les femmes – est non rémunéré : tous les soins apportés aux nourrissons, aux enfants, au ménage, et aux personnes âgées. Le revenu de base inconditionnel est une façon de permettre aux gens de survivre quand ils se consacrent à ce type de travail, ainsi qu'au bénévolat, au travail artistique et créatif, à l'esprit d'entreprise, etc.

LG. *La plupart des Américains ne réalisent pas que l'Alaska a mis en œuvre une forme de revenu de base inconditionnel pour ses résidents, appelé « dividende du fonds permanent », depuis le milieu des années 1970. Quel a été l'impact de cette politique sur l'Alaska ?*

GS. Cela a été un énorme succès. Le fonds a été créé par un amendement à la constitution de cet Etat sous le gouverneur républicain Jay Hammond, en 1976, afin de partager la richesse provenant du pétrole de Prudhoe Bay. Il a été modifié en 1982 pour se conformer à la clause de protection égale de la Constitution des Etats-Unis et a depuis versé un dividende annuel uniforme à toute personne résidente officielle de l'Alaska pendant au moins six mois. En 2008, après que le gouverneur Sarah Palin ait fait pression pour une augmentation du taux de la redevance, le dividende était de 3 269 dollars, soit 13 076 pour une famille de quatre. Lorsque le dividende du fonds permanent a été créé, les inégalités de revenus étaient plus grandes en Alaska que dans les autres Etats américains. Dans les années qui ont suivi, alors que tous les autres Etats observaient une augmentation significative de l'inégalité des revenus, celle-ci diminuait en Alaska. Inutile de dire que les Alaskiens sont attachés à ce dividende et l'utilisent pour rembourser leur dettes, envoyer leurs enfants à l'université, prendre des vacances et épargner pour la retraite.

LG. *Comment voyez-vous l'avenir du revenu de base inconditionnel ? Quel pays a le plus progressé dans sa mise en œuvre ?*

GS. Je trouve très prometteur que le premier ministre finlandais en ait approuvé le principe et ait alloué 20 millions d'euros pour une expérience pilote. Il semble que le programme, tel qu'il est proposé, attribuera aux habitants un revenu mensuel de base de 800 euros. Par ailleurs, le gouvernement de l'Ontario, au Canada, prévoit de déployer un programme pilote sur le revenu de base au cours de l'année. Près de 20 municipalités aux Pays-Bas envisagent des programmes pilotes. Le parti national écossais, le plus grand parti politique en Ecosse, en a approuvé le principe, comme d'autres partis politiques en Europe. Il existe des initiatives de collecte de signatures en Italie et ailleurs.

Aux Etats-Unis, en plus d'un projet pilote prévu à Oakland, en Californie, je pense que le résultat de l'élection présidentielle de cette année pourrait être très déterminant quant à la probabilité d'une mise en œuvre du revenu de base inconditionnel – au moins à court terme.

Mais, comme je l'explique dans mes livres, nous nous dirigeons soit vers une société plus équitable et plus juste, soit vers le chaos et la révolte ouverte. Que voulons-nous ?

Reproduit avec la permission de *YES! Magazine* (yesmagazine.org)

---

1. Note de la rédaction :

Cette interview a été réalisée avant le référendum suisse du 5 juin 2016 sur le revenu de base inconditionnel, où 77 % du pays a voté contre le projet, craignant un effondrement de l'économie.

Le gouvernement suisse avait lui-même conseillé aux électeurs de rejeter la proposition présentée par les militants qui avaient recueilli les 100 000 signatures nécessaires pour imposer un vote sur la question. Selon ses opposants, le projet aurait fait peser une charge trop lourde sur les finances de l'Etat et aurait encouragé l'oisiveté, arguments qui semblent avoir convaincu les électeurs.

L'idée a toutefois convaincu certains économistes qui affirment que cela pourrait remplacer les prestations sociales traditionnelles et donner à tous les mêmes chances dans la vie. Les partisans se félicitent que le principe d'un revenu de base pour tous ait été porté à l'attention du public.

Auteur : Leslee Goodman, rédactrice indépendante dont le travail est publié dans The Sun, Utne Reader, Ojai Quartely, et d'autres publications, a également été éditrice et rédactrice en chef du magazine Moon pendant deux ans.

Thématiques : vie dans le nouvel age

Rubrique : Entretien